

Famines :

la réponse du Président de CSFD à Bernard Kouchner

Dans une tribune publiée dans Libération le 11 avril, le ministre Bernard Kouchner et ses secrétaires d'Etat découvrent que des centaines de millions de personnes souffrent de malnutrition et de sous-nutrition, et que c'est un scandale. Ils suggèrent que cela est dû au changement climatique et à quelques autres facteurs. L'explication est un peu simpliste et fait fi de toutes les expertises africaines et européennes et des actions antérieures menées ou manquées depuis des décennies.

Notre contribution au Programme alimentaire mondial (PAM) est une misère (32 millions d'euros). Soutenir les ONG, les scientifiques, mieux se coordonner, notamment avec les Européens; encourager des réformes structurelles... Oui, mais pourquoi ne l'avons-nous pas déjà fait alors que nous sommes nombreux à l'avoir proposé ?

Nous avons déjà des mécanismes de coordination entre les aides, entre les ONG, entre ONG et scientifiques; ces mécanismes sont efficaces et ne coûtent pas cher, alors pourquoi le ministère des Affaires étrangères et européennes arrête-t-il de les appuyer justement en 2008, année de la présidence française de l'Union européenne ? Pourquoi l'investissement agricole est-il si faible depuis vingt ans (il est passé de 20 % de l'Aide publique au développement à 5 %) alors que nos efforts doivent porter là ? Pourquoi les prix agricoles sont-ils si instables : nous avons garanti notre agriculture et nos agriculteurs avec quarante ans de PAC et nous ne serions pas capables de recommander une politique de même nature en Afrique ? Pourquoi notre aide publique au développement est-elle en régression (0,4 % du PIB), pourquoi seulement 2 % de cette aide passe-t-elle par les ONG, contre 10, 20 ou 40 % dans d'autres pays européens ? Pourquoi les visites significatives de nos ministres en Afrique sont-elles orientées vers le Gabon ou le Congo, petits pays sous-peuplés disposant d'une rente pétrolière que leurs dirigeants gaspillent ? Madame et messieurs les ministres et secrétaires d'Etat, s'il vous plaît, mettez un peu cohérence entre vos paroles et vos actes.

Marc Bied-Charreton

Professeur émérite de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
Chercheur au Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement
Président du Comité scientifique français de la désertification